

POMME DE TERRE

Quand l'Etat ose...

L'Etat est-il enfin fermement intervenu pour juguler la crise du marché de la pomme de terre, devenue un produit stratégique ? Prudemment, on pourrait positiver l'action du ministère de l'Agriculture en direction des consommateurs et des producteurs.

A court terme, en période creuse du processus de production de ce légume grandement consommé dans notre pays — octobre novembre —, les quantités de pomme de terre destinées aux couffins des ménagères ou à l'ensemencement seront disponibles, rassurent les responsables. Encore faudrait-il que les opérateurs, qui ont été sollicités pour faire partie de ce système de régulation, jouent toujours le jeu.

Une visite, en compagnie de M. Merrakchi, directeur des services de l'agriculture (DSA) de la wilaya de Boumerdès dans les différentes unités de stockage de de cette région, également productrice de ce tubercule, nous laisse penser que l'Etat s'est mis en position de force pour lutter efficacement contre les spéculateurs. Il a, à cet effet, actionné son autorité, mobilisé son appareil administratif et dégagé des moyens financiers.

Des stocks de sécurité pour étouffer la spéculation

Dans la wilaya de Boumerdès, il y a, selon M.

Merrakchi, 29 opérateurs qui participent à la politique de régulation qui «stockent 23 365 tonnes de terre récoltées cet été, l'équivalent d'un quart de la consommation mensuelle du pays.» Le choix de la wilaya de Boumerdès n'est pas fortuit. En plus de sa production, toutefois quantitativement moyenne, elle est située entre deux régions (Alger et Tizi-Ouzou) grosses consommatrices de ce produit. Par ailleurs, elle dispose, selon M. Merrakchi, d'une capacité de stockage de 120 000 mètres cubes de froid. En plus de cela, les observateurs ont noté le dévouement d'une équipe administrative qui fait des efforts pour la réussite de ce programme.

Première halte de ce périple avec le DSA, les entrepôts du groupe Inacal Algérie, qui a repris les chambres froides de l'Enafroid de Corso. Le patron, Boubekeur Yaici, l'un des premiers opérateurs à être sollicité pour la concrétisation de cette politique, estime que le programme marche bien parce que, selon lui, aussi bien les



Photo : Samir Sid

L'Etat est prêt à combler tout déficit.

opérateurs que l'Etat jouent le jeu. L'unité de Corso a été utilisée en urgence pour stocker 700 quintaux acheminés de la wilaya de Bouira dès l'apparition de la crise de surproduction.

Dans cette formule de régulation, l'Etat paie les frais de stockage en chambres froides à raison de 1,50 DA le kilogramme pour les quantités en vrac et 1,80 DA pour les quantités emballées (filets). De plus, une police d'assurance est souscrite sur les stocks. Le prix d'achat de la surproduction a été fixé à 20 DA. Ce prix est payé aux producteurs par les opérateurs qui bénéficient de prêts financiers sans intérêts dans le cadre de la ligne de crédit «Rafik» auprès de la BDL ou

de la Badr. Une cellule de veille suit l'évolution du marché et celle des prix de pomme de terre. «Dès que nous constatons que ce produit diminue sur le marché de gros, le wali, représentant de l'Etat, autorise les opérateurs à injecter des quantités dans le réseau de distribution pour combler le déficit constaté. L'opérateur est, quant à lui, tenu de respecter le prix qui oscille autour de 25 DA le kilogramme», explique M. Merrakchi. En clair, le consommateur achètera la pomme sans que l'Etat ait besoin de recourir à l'importation en période d'absence de production. Ce tubercule sera commercialisé à un prix qui ne dépassera pas les 35 DA, rassurent nos vis-à-vis.

La formule vise en premier lieu à alimenter les institutions grosses consommatrices du produit, à savoir les universités, l'armée, les cantines. «Satisfaire leur demande diminue la pression sur le marché», pense M. Yaci.

En plus des quantités gardées pour la période de pénurie, les autorités estiment que les spéculateurs sont bien obligés d'écouler leur pomme de terre parce qu'il y a un délai d'emmagasinage qui ne peut pas dépasser les 6 mois.

Cette formule, qui nécessite une période de rodage et de mise au point pour devenir un système pérenne et fiable, garantit, d'une part, des revenus stables aux fellahs et, d'autre part, une dis-

ponibilité du produit à un prix raisonnable.

Léger surplus de semence

Un autre problème également à l'origine de la crise de la pomme de terre a été en partie solutionné. Il s'agit de la disponibilité des semences pour la prochaine campagne de production (primeur). Selon M. Labdi, un gros producteur de la région de Boumerdès et membre actif d'une association nord-africaine de producteurs de semences, il y a même un léger surplus, estimé entre 20 % et 30 %, qui sera utilisé certainement au cours de la campagne saisonnière (à compter de janvier 2009). D'ailleurs, le déstockage du germe a d'ores et déjà commencé pour la semence de la pomme de terre qui sera récoltée en décembre prochain. Il y a lieu de rappeler que l'Etat est également intervenu dans cette filière. Il a, en effet, financé le stockage dans des entrepôts de froid à raison de 5 DA le kilogramme la semence de la classe A ; pour des classes supérieures, le montant de cette prime a atteint, selon ce producteur, les 20 DA par kilogramme. A cette prime s'ajoute une autre de 0,75 DA pour le stockage en chambre froide.

Abachi L.

STATISTIQUES

Vers la révision de l'indice des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation sera calculé sur une base nouvelle, selon l'ONS dont le statut sera également revu et qui s'est engagé dans une dynamique de rénovation du système statistique national. Par ailleurs, le prochain recensement de la population, prévu en 2013, sera suivi par des recensements annuels.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Un nouvel indice des prix à la consommation sera examiné la semaine prochaine par une commission spécialisée du Conseil national de la statistique (CNS), mis en place récemment. Relancé, le CNS est une instance consultative placée sous la

férule du Commissariat général à la planification et la prospective. Au lieu de 1989, l'année de base servant au calcul de cet indice pour évaluer ainsi l'inflation sera celle de 2001, selon le directeur général de l'Office national des statistiques (ONS), Mohamed Boumati, qui a animé hier une confé-

rence de presse et ce, même si le premier responsable de l'ONS a estimé que le débat sur l'inflation reste lié à une question d'appréciation et que «la mercuriale se fait par le portable».

Pour autant, Mohamed Boumati ainsi que les autres membres du staff de l'ONS, ont affirmé être convaincus, que la méthodologie de calcul des indicateurs sociaux et économiques (chômage, inflation, ...), adoptée par cette institution est conforme aux méthodes et normes mondiales (celles du Bureau international du travail, notamment), même si «toute enquête ou statistique utilisant des fonds publics doit passer par la commission de normalisation des méthodes du CNS, même celle effectuée par l'ONS», avait-il indiqué auparavant. En relevant que l'ONS, institution focale du système statistique national et installée dans un nouveau siège, sera revu dans son statut, dans ses attributions et missions et connaîtra un redéploiement. Dans

cet ordre d'idées, les responsables de l'ONS ont estimé que le problème de l'information statistique n'est pas lié à une question d'argent, cet office bénéficiant de la coopération internationale (européenne notamment). Le problème concerne surtout la gestion de la problématique des ressources humaines (rajeunissement, formation et spécialisation...). Quoique la production de l'information statistique commence à devenir de plus en chère, à l'heure des technologies de l'information et de la communication, avait relevé le directeur général de l'ONS.

Ce dernier a ainsi profité de l'occasion médiatique pour évoquer la nouvelle dynamique de rénovation du système statistique national, dans le cadre d'une «Feuille de route à l'horizon 2015». A soumettre à l'aval et à l'«appropriation» des pouvoirs publics, appuyée par des objectifs et un plan d'action, cette feuille de route devrait être détaillée dans les prochains jours. Il s'agit,

ce faisant, d'assurer une coordination renforcée et optimisée des capacités statistiques des administrations publiques, avec davantage de cohérence et moins de redondance et de réduire, ainsi, le coût de la production de l'information statistique. Il s'agit également de renforcement du cadre institutionnel. A ce propos, Mohamed Boumati a souligné la nécessité de modifier certaines des missions du CNS et espéré que les avis consultatifs émis par ce conseil acquièrent une force exécutoire. Estimant que le recensement général de la population et de l'habitat

(RGPH), effectué en avril 2008, s'est «déroulé dans de bonnes conditions», Mohamed Boumati a indiqué que le prochain RGPH est prévu en 2013.

Ce «sera le dernier recensement effectué sur des bases classiques», a-t-il laissé entendre précisant qu'à partir de 2015, des recensements se feront en continu, chaque année.

A charge toutefois, fera-t-il remarquer, que certains préalables soient réunis : existence d'un fichier national du logement, disponibilité d'un fichier national de la population...

C. B.

CHÔMAGE

Le taux est de 13,8 % selon l'ONS

Le taux de chômage est de 13,8 % la population active, selon un cadre de l'Office national des statistiques (ONS), se référant à la dernière enquête de cet office. Un taux loin de correspondre aux chiffres avancés (dont 11,8 %) de manière triomphale par certains membres du gouvernement, se référant eux-mêmes aux données de l'ONS.

C. B.

Rectificatif

Dans l'article paru dans l'édition d'hier, en page 3 et intitulé «Tayeb Louh : il n'y aura pas de bipartite !», une malencontreuse erreur s'est glissée dans le texte. Il fallait lire, colonne 2 de l'article : «...les concernés sont au nombre de 1 785 413 retraités...» au lieu de «11 785 413 retraités». Toutes nos excuses à nos lecteurs et aux services du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

C. B.